

# LES LY CEENS

Dès le lundi 5 novembre, jour de la rentrée des classes, les lycéens sont redescendus dans

La petite manœuvre du gouvernement, qui avait avancé le débat sur le budget de l'Education nationale, dans l'espoir que les lycéens n'auraient pas le temps de se mobiliser, a fait long feu. Il faut croire qu'il y a suffisamment de filles et de garçons en colère pour qu'ils n'aient pas besoin de jours et de jours de préparation pour se retrouver ensemble et pour crier leur mécontentement. Une autre journée de protestation et de manifestation nationale est prévue pour le 12 novembre. Rocard et Jospin, comme deux mauvais cancres, devront peutêtre refaire leur copie.

Ils l'ont déjà refaite d'ailleurs. A la suite des manifestations qui ont précédé les vacances scolaires, ils ont décidé, en toute hâte, la création de 100 postes de pions et de 1000 postes de personnel administratif et de ser-

De toute évidence, ça ne suffit pas aux lycéens. Maix ceux-ci quand même pu apprendre que c'est bien en se auront montrant qu'on obtient quelque chose. En deux semaines, leurs manifestations ont obtenu plus que les syndicats d'enseignants et organisations de n'avaient d'élèves parents obtenu en des années de palabres avec les ministres.

lycéens manifestent l'insécurité dans et Les autour des lycées, contre les effectifs surchargés par classe, contre le manque de professeurs et de locaux. Chaque établissement a sur chacune de ces questions ses revendications propres qui sont fonction de sa propre situation. Et ce n'est certes pas un hasard si, dans la région parisienne, le mouvement touche d'abord et avant

des banlieues les plus défavorisées.

Mais derrière la diversité des revendications particulières, il y a la protestation contre les conditions que cette société fait à la jeunesse en général, le désintérêt pour son sort et son avenir, même si c'est beaucoup plus vrai pour les fils et filles d'ouvriers que pour ceux des bourgeois. Pourtant la diversité apparente des revendications, naissent puisqu'elles mêmes conditions, n'a pas empêché la jonction dans un même mouvement. Une leçon à retenir... et pas seulement par les lycéens.

lci ou là, on a pu voir la droite, qui, ayant passé des dizaines d'années au pouvoir, est encore plus responsable que la gauche de la situation actuelle de l'école, tenter d'utiliser les manifestations lycéennes pour prendre sa revanche sur le gouvernement. Mais on peut voir aussi les différents clans du Parti Socialiste tenter de se servir des manifestations pour se faire des crocs-en-jambe. Mitterrand luimême, dimanche 4 novembre, dans un de ces messages hypocrites dont il a le secret, ne vientil pas de réprimander ses ministres, en feignant de se pencher sur le sort de la jeunesse?

Certes, si le mouvement lycéen aboutissait à faire per-

# 

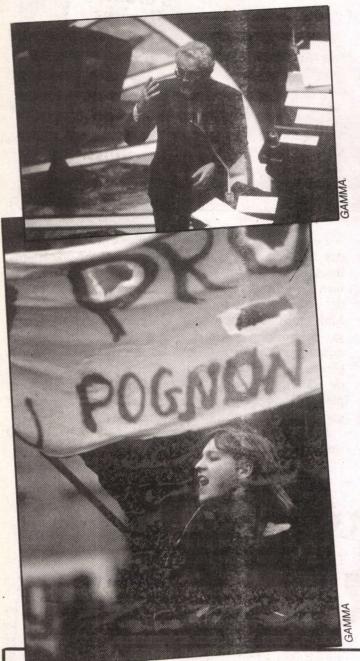
Certes, le mouvement lycéen a des limites. Et parmi celles-ci, il y a la volonté d'un grand nombre, semble-t-il, de se proclamer apolitique.

Bien sûr, devant le triste spectacle que donnent la plupart des hommes et partis politiques, on comprend cette méfiance des jeunes. Mais prétendre se tenir à l'écart de la politique, au moment où on entre en lutte contre le gouvernement luimême, ce n'est pas seulement absurde. C'est aussi prêter le flanc à toutes les manœuvres, et finalement faire quand même ce qu'on prétend éviter, mais de la pire façon qui soit, en risquant de servir de masse de manœuvre inconsciente à une politique que l'on n'a pas choisie.

comme Devaquet, le ministre de Chirac, a perdu la sienne en 1986, les travailleurs ne pleureraient pas. Mais si, du même coup, cela blanchissait Mitterrand ou Rocard aux yeux des jeunes, ceux-ci auraient quand même perdu une bonne partie des leçons et des travaux pratiques qu'ils suivent en ce moment dans la rue.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

## ZERO POUR JOSPIN



La manœuvre du gouvernement, consistant à avancer le débat sur le budget de l'Education nationale, a été efficace au moins sur un point : elle a pris apparemment à contre-pied les députés, qui n'étaient qu'une quarantaine lors de ce débat, les autres ayant choisi de faire l'école buissonnière. Elle l'a moins été en ce qui concerne les lycéens qui étaient aussi nombreux à manifester à Paris en ce jour de rentrée scolaire qu'ils ne l'étaient, le vendredi, à la veille des vacances.

Certes, les élèves des lycées parisiens, en particulier ceux du Quartier latin, étaient peu présents, et la majeure partie de ce cortège était constitué, cette fois encore, de jeunes venus des établissements scolaires de banlieue, où l'on a pu noter une stabilisation du mouvement, et même un tassement qui peut s'expliquer, ça ou là, par le fait qu'il dure depuis plus longtemps qu'ail-

Jospin et le gouvernement ont montré un certain embarras, visible dans les tentatives de Jospin de noyer le poisson. «Au temps de la protestation doit succéder celui du dialogue» a-t-il déclaré. Et on l'a vu se multiplier pour apparaître successivement ou même simultanément sur les difde radio, «dialoguant» face à des lycéens. Le discours est une denrée dont les ministres ne sont pas chiches - et les socialistes ne sont pas les plus avares en la matière.

Ce que Jospin appelle le dialogue n'est en fait qu'un monologue ennuyeux qui consiste à ressasser les mêmes arguments : «Je fais ce que je peux... je suis contraint de gérer l'héritage de la droite», «J'attends que les lycéens me fassent des propositions précises», ou encore cette perle «Je ne suis pas seul à prendre les décisions», ce qui sousentend qu'il est tributaire des décisions de Bérégovoy le ministre des Finances. Et enfin: «Avec 250 milliards, ce budget de l'Education nationale est le plus important qui ait jamais été, et férentes chaînes de télé et pour la première fois depuis

dix ans, il dépasse celui de l'armée».

Tout cela est pauvre. Que ce gouvernement en soit à ne pas faire mieux que la droite, et s'en serve comme argument, cela le juge; qu'il dise que c'est aux lycéens de présenter un projet et que le malentendu viendrait de l'absence de précision dans leurs revendications, c'est une argutie classique qui a pour but de faire croire à l'opinion que le mouvement n'a, en fait, pas d'objectif. Pourtant il y en a un, clairement avancé, sous une forme lapidaire mais simple: «Du pognon pour l'éducation». C'est une condition préalable à tout projet d'amélioration de l'organisation de l'enseignement. Quant au fait que, pour la première fois depuis dix ans, le budget de le sujet. l'Education nationale

dépasse celui de l'armée en supposant que cela soit vrai, ce qui n'est pas prouvé, car il y a des dépenses qui ne relèvent pas du budget de l'armée qui sont en fait des dépenses militaires - cela montre que, depuis dix ans ça n'était pas le cas. Et cela explique en partie les problèmes concrets qui se posent aujourd'hui dans les établissements scolaires.

De toute façon, pourquoi mettre en balance des dépenses socialement inutiles, nuisibles même, - et pourtant considérable, et des dépenses nécessaires, qui elles, sont notoirement insuffisantes?

Jospin devrait revoir sa copie. La manifestation des lycéens prévue pour le 12 novembre peut l'aider à comprendre un peu mieux

J.P. VIAL

#### À LYON

#### LES MANIFESTATIONS

A Lyon, lundi matin 5 novembre le jour de la rentrée, dans certains lycées ont eu lieu des assemblées pour rendre compte des décisions de la coordination, qui s'est réunie quatre fois pendant les vacances. Cette coordination se dit "apolitique et indépendante de Paris et des étudiants", bien qu'elle ait appelé à manifester, elle aussi, lundi 5 après-midi à Lyon, et le 12 à Paris. Elle a aussi élaboré une liste de 23 revendications.

Dans beaucoup de lycées, les assemblées ont regroupé moins de monde que le vendredi avant les vacances; et l'après-midi, la grève a été diversement suivie suivant les lycées et les classes.

Lundi après-midi, la manifestation était dynamique, avec 6 à 7 000 participants, comme le vendredi 26 octobre. Une vingtaine de lycées étaient représentés, dont ceux de Givors et de l'Isle-d'Abeau. Mais, si les lycéens étaient moins nombreux que la fois précédente, certains LEP étaient venus, eux, en force, et ils ont donné le ton à la manifestation. A l'arrivée, les lycéens du service d'ordre, qui voulaient maintenir la manifestation à bonne distance du cordon de CRS placé devant le Rectorat, ont été débordés, et les voitures de policiers stationnées là ont dû battre en retraite rapidement.

Mardi matin, les cours ont repris dans les lycées, mais la manifestation du 12 à Paris se prépare.

#### **NANCY**

#### LE MOUVEMENT S'AMPLIFIE

A Nancy, le mouvement des lycéens, démarré avant les vacances de la Toussaint avec 2 500 manifestants le vendredi et 1 500 le samedi, a redémarré encore plus fort lundi 5 novembre avec 4 300 lycéens dans les

Mardi 6 novembre ils étaient encore plus nombreux que la veille, associant tous les lycées de l'agglomération, avec une forte représentation des lycées techniques. L'après-midi il y avait même des lycéens d'écoles privées scandant "privé-solidarité". L'objectif est bien sûr la montée à Paris pour le lundi 12 et aussi l'organisation d'une manifestation encore plus nombreuse pour la fin de la semaine à Nancy.

Du côté des facultés, l'UNEF a essayé d'entraîner les étudiants, mais jusqu'ici ils sont très peu nombreux dans le mouve-

Au hit-parade des slogans les plus repris : "du pognon pour l'éducation, pas pour les canons", "Jospin t'es foutu les lycéens sont dans la rue", "du fric pour les écoles, pas pour la guerre du pétrole".

Mardi, les lycéens semblaient déterminés à poursuivre le mouvement et le fait que la plupart des députés aient "séché" le vote du budget à l'Assemblée fait dire à bien des lycéens: "les députés et le gouvernement se foutent de nous", "on continue".

#### À BORDEAUX

A Bordeaux, la manifestation du lundi comptait quelque 3 000 lycéens. Comme à Paris, ce sont les lycéens de banlieue, les plus mal lotis, qui formaient le gros du cortège, Victor-Louis, le lycée professionnel Emile-Combes et Fernand Daguin.

Le matin, un tract de la coordination nationale, à l'initiative des Jeunesses Communistes, expliquait les raisons du mécontentement et appelait à une manifestation pour l'après-midi. A Victor-Louis, la grève fut votée dès 8 heures et un groupe d'une soixantaine de grévistes décidèrent de faire débrayer le lycée Magendie, un lycée du centre, sans beaucoup de succès. Mais à 14 heures, les lycéens de banlieue vinrent en nombre à la manifestation, ainsi que quelques dizaines des lycées Montaigne, Camille Jullian et Montesquieu. Aux cris de "Jospin, t'es foutu, les lycéens sont dans la rue" mais aussi "Du fric pour les lycées pas pour l'armée" ou "Jospin, c'est pas toi, c'est la rue qui fait la loi", le cortège a défilé un peu partout dans les rues de la ville.

Rendez-vous était donné aux délégués dans les lycées, pour constituer une coordination qui doit entrer en relation avec

Le "projet Joxe" STATUT CORSE STATU QUO OU STATU QUO

Le Conseil des ministres du 31 octobre a adopté le projet de statut pour la Corse présenté par Pierre Joxe, le ministre de l'Intérieur. Ce projet sera examiné par le Parlement à la fin du mois. Mais d'ores et déjà, il alimente la polémique. Le Conseil constitutionnel pourrait s'y opposer. Les élus corses, notamment MRG, «démagogique». Et les nationalistes corses font sauter s'y opposent. Chirac le dénonce comme quelques pétards et séquestrent un viticulteur, pour bien montrer qu'ils ne sont pas d'accord.

contre lui les oppositions diverses. D'un certain point de vue, Joxe n'est pas plus mal traité que Jospin, minitre de l'Education nationale, qui trouve dans son propre parti suffisamment de tendances hostiles pour alimenter deux coor-Chevènement, ministre des Armées, partisan de la paix

et ex-grand ami de l'Irak, Bref, le projet accumule qui a bien du mal à faire croire à la fermeté du gouvernement français dans l'affaire du Golfe.

Joxe a donc eu l'audace de parler de «peuple corse», composante du peuple français, et de proposer un statut de quasidinations lycéennes, ou que doter les institutions corses

ment économique de l'île, sans pour autant rompre les différents systèmes d'aides de l'Etat.

Il paraît que Joxe a bien travaillé son dossier, qu'il a fait plusieurs voyages dans l'île, rencontré beaucoup de monde. Au terme de cette réflexion, il propose une mouture de statut juridique inspiré de la



pas d'être «socialiste», et encore moins ministre de l'Intérieur, pour avoir la solution miracle. La Corse n'est pas la Nouvelle-Calédonie. Les revendications indépendantistes n'y ont ni la même importance, ni le même caractère, ni la même signification. Elles ne mettent pas en branle les mêmes forces sociales. Elles n'ont ni la même histoire, ni sans doute la tutélaire, même fin.

Les divisions actuelles des mouvements nationalistes autorisent sans doute bien des attitudes tactiques de la part des autorités. Mais enfin de compte tout se déterminera sur des notions simples: gérera le budget, au profit de qui, quelle sera l'ampleur de ce budget, que garantira l'Etat français?

Elus consacrés, clan nationalistes revendicatifs: tout le monde des possédants, grands et petits, reconnus ou avides de l'être, se dispute aujourd'hui pour le partage d'une manne étatique limitée. La «bienveillance» de Joxe n'a pas d'autre portée. Cela suffit en tout cas à en faire une nouvelle pomme de dis-

Colette BERNARD

## L'assemblée générale du mouvement écologiste EN VERT ET CONTRE TOUS

sans qu'elle soit pour demander si cette attitude

Strasbourg 2 et 3 Novembre 630

L'assemblée générale des Verts, qui s'est réunie à Strasbourg le week-end de la Toussaint, a confirmé son orientation en matière électorale : pas de désistement au second tour, au cas où un candidat vert pourrait se maintenir, ni d'appel aux électeurs à reporter leurs suffrages sur un autre candidat, dans le cas où il serait éliminé dès le premier tour. Antoine Waechter, qui défendait cette position, se voit donc conforté dans le rôle de porte-parole de son mouvement.

efforts de séduction à l'égard des dirigeants des Verts (et bien évidemment des électeurs qu'ils représentent), n'ont pas caché leur dépit, accusant le mouvement de Waechter de faire le jeu de l'extrêmedroite en permettant, le cas échéant, de faire élire un candidat du Front National. Invité de l'émission «Sept sur sept», Roger Hanin qui, entre autres rôles plus ou moins réussis, joue à la perfection celui du rien de moins!

le même chantage. Lorsqu'on refuse de les soutenir électoralement, on fait le jeu, ou on se place dans le leurs voix au PS. camp de la droite ou de en réalité, n'ignorent pas qu'elle n'approuve pas,

torales, qui tantôt favorisaient, tantôt entravaient l'élection de candidats lepénistes. Comme si, surtout, élire un candidat socialiste était faire un choix véritablement de gauche.

Cela dit, il est vrai que les Verts ne constituent pas un courant qui se situe particulièrement à gauche, ni dans ses objectifs, ni dans les sentiments et les opinions des électeurs qui se reconnaissent en eux. Même si, parmi ceux-ci, il y beauf de Mitterrand, a en a un certain nombre qui déclaré tout de go que les se considéraient auparaécolos étaient des salauds, vant de gauche et ont choisi d'exprimer de cette façon-De la part des dirigeants là leur déception. C'est un socialistes, c'est toujours la constat qui a pu être fait même chanson - ou plutôt depuis un certain temps déjà, et qui n'a rien à voir avec la décision des Verts de ne pas faire l'offrande de

Après tout, il est normal l'extrême-droite. Comme et légitime qu'une formas'il suffisait de bulletins de tion politique refuse de vote pour juguler l'extrê- cautionner - et qui plus est me-droite. Les socialistes, par avance - une politique

Encore que, dans le cas des Verts, on peut se de principe ne prépare pas des marchandages futurs avec les uns... ou les

Jean-Pierre VIAL

## Une écologie de combat

"On ne peut pas combattre pour l'écologie si l'on n'adopte pas les idées de la gauche", a déclaré Laurent Fabius le samedi 3 novembre à Nevers.

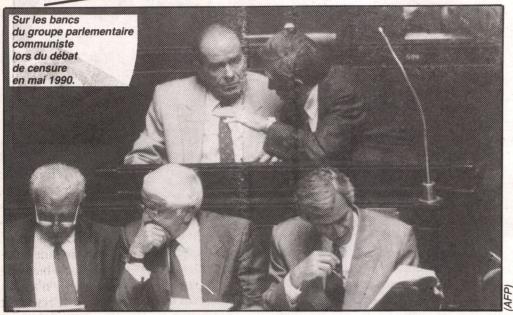
Le Parti Socialiste, qui ne se contente pas de discours, comme chacun sait, a un riche bilan, et qui pius est tres concret, dans le domaine de l'écologie. Deux exemples : n'a-t-il pas, en coulant le Rainbow Warrior, tenté de fournir un abri sous-marin aux poissons, crustacés et autres habitants des mers du sud?

Et, aujourd'hui encore, ne contribue-til pas à rendre vie à une région désertique en envoyant des milliers d'hommes en Arabie saoudite?

Il faut bien reconnaître que les socialistes ont réussi leur examen d'écologie appliquée. Il leur reste maintenant à adopter les "idées de la gauche". Mais là, il y a de fortes chances qu'ils soient recalés!

## Contribution Sociale Généralisée

### LE PCF VOTERA-T-IL LA MOTION DE CENSURE?



Pendant que les états-majors syndicaux -CFDT mise à part - se préparent soit à manifester soit à faire grève le 14 novembre, veille de la discussion au Parlement sur la Contribution Sociale Généralisée, la polémique continue entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste à ce sujet. Le premier reproche au second de «faire courir à la gauche tout entière un risque historique», comme le prétend Convaincre, la lettre des clubs rocardiens, et comme l'avaient déjà fait préalablement Pierre Mauroy, puis Marcel Debarge, en mettant en garde le PCF après que celui-ci eut annoncé qu'il voterait probablement la motion de censure de la droite contre la CSG.

Rappelons que, le députés, il ne peut, selon la groupe parlementaire com- Constitution, déposer sa muniste n'ayant pas 30 propre motion de censure.

et il n'a donc pas le choix, pour exprimer sa défiance au gouvernement, de faire autrement que de voter celle présentée par d'autres partis.

Le PCF se défend d'ailleurs de vouloir faire chuter Rocard. André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée, s'en est expliqué ainsi dans une interview au journal Le Monde du 1er novembre : «Le vote d'une motion de censure, ce ne serait pas le retour de la droite au pouvoir. C'est le président de la République qui est le maître du jeu ; il peut renommer le même Premier ministre ou en changer. Notre objectif n'est pas de renverser le

faire renoncer à son pro-

Pour cette raison, et pour d'autres, on ne peut vraiment encore jurer que Parti Communiste votera la motion de censure que l'UPF, censée représenter le RPR et l'UDF, c'està-dire les partis de droite, annonce vouloir déposer. Car le Parti Communiste, qui s'est entre autres abstenu de voter contre le gouvernement lors de la discussion de la partie recettes du budget, peut encore réserver des surprises de dernière heure. Il n'en est pas à un marchandage ni à un reniement près dans ses relations avec ce Parti Socialiste qu'il considère toujours comme un partenaire obligé pour revenir un jour au gouvernement. Et on peut remarquer que l'opposition actuelle du PCF, toute verbale qu'elle soit, ne va pas jusqu'à lui faire dire qu'il veut la chute du gouvernement.

Pour le bonheur du PCF. il y a de fortes chances pour que la survie de Rocard ne dépende pas vraiment de son attitude. Car il est très possible qu'un certain nombre centristes, de comme Raymond Barre, ne votent pas la motion de que, de ce fait, même avec les votes du PCF, la motion de censure ne puisse obtenir la majorité. De là à penser que le PCF compte là-dessus pour qu'il n'y ait pas de risque de chute du gouvernement Rocard, ni donc de risque d'élections anticipées - et de risques de nouvelle réduction de sa représentation parlementaire - il n'y a pas loin. Ce serait alors à relativement bon compte que le PCF, après avoir montré qu'il ne voulait pas trop de mal aux socialistes au pouvoir, montrerait qu'il n'hésite pas, pour une fois, à voter une motion de censure contre lui, ce qu'il n'a jamais fait jusque-là contre un gouvernemnet dit de gauche.

Reste le fond du problème : celui de l'instauration de la CSG. Même si on ne reprend pas tous les arguments brandis par le PCF lorsqu'il s'y oppose, lorsque André Lajoinie demande le retrait de la CSG en disant (toujours dans son interview au journal Le Monde: "Nous avons déposé une proposition de loi visant à taxer les revenus de la spéculation financière au même taux que celui supporté par les salariés, soit 13,6 %,

gouvernement, mais de le censure contre la CSG et ce qui rapporterait immédiatement 42 milliards de francs", on doit constater qu'en effet, ce serait une façon moins inégalitaire de "généraliser" les contributions sociales...

Faire tomber un gouvernement qui mène une politique anti-ouvrière, qui saisit toutes les occasions de s'en prendre au niveau de vie des travailleurs, en bloquant les salaires, en créant des prélèvements supplémentaires, en distribuant force subventions au patronat et à la bourgeoisie avec l'argent des contribuables, cela n'aurait rien de honteux pour un parti qui défendrait réellement les intérêts des travailleurs. Et si un tel parti avait des députés, la moindre des choses serait qu'ils ne rechignent pas à servir à ça. Sinon, à quoi bon envoyer des représentants au Parlement?

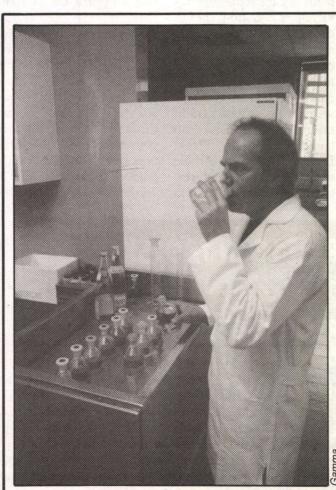
Quant au Parti Socialiste, lorsqu'il s'en prend au PCF sur ce terrain, il ne fait que prolonger le mensonge et le chantage qu'il fait auprès des travailleurs, en essayant de faire croire que la gauche au gouvernement fait à l'égard de ceux-ci une autre politique que celle de la droite.

Louis GUILBERT

#### Dessous de table d'opérations

Un deuxième chirurgien vient d'être inculpé à Nancy pour avoir demandé des dessous de table. La pratique des tarifs différents est autorisée légalement, certains médecins pouvant exercer à titre privé dans le cadre de l'hôpital public. Mais ce qui ne l'est pas, c'est de ne pas en déclarer la totalité aux impôts.

Le plus choquant dans cette affaire n'est pas tant que le fisc soit volé, c'est surtout que les bons soins soient réservés aux plus riches, alors même que les hôpitaux sont équipés grâce à la Sécurité sociale, et que celle-ci est essentiellement payée par les travailleurs.



## CA COULE DE SOURCE

est un bouillon de culture... pour les profits.

> Des habitants de la région du Havre ont été intoxiqués par l'eau du robinet. La pollution ces dernières années augmente constamment. Mais les sociétés qui distribuent l'eau, et qui n'arrêtent pas d'augmenter leurs tarifs, devraient pourtant contrôler la qualité de ce qu'elles vendent de plus en plus cher.

> Il n'y a que pour leurs profits que les vannes sont grandes ouvertes.

Le rabbin Kahane assassiné

## D'UN RACISTE

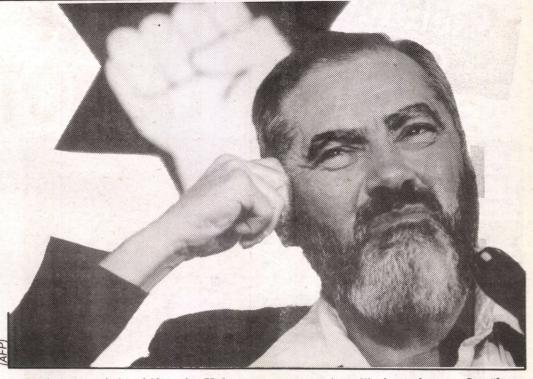
Le rabbin Meir Kahane a été assassiné lundi soir 5 novembre, à l'issue d'une conférence qu'il venait de donner dans un hôtel de New

Ce rabbin, originaire des Etats-Unis, qui émigra en Israël en 1971, s'était fait connaître comme un raciste anti-arabe. Lui qui n'hésitait pas à proclamer que «les Arabes sont des chiens» militait aussi pour une ségrégation totale entre Juifs et non-Juifs. Le mouvement qu'il créa, le Kach, entendait interdire aux non-Juifs de vivre à Jérusalem, interdire les quartiers mixtes, les plages mixtes, les mariages et les relations sexuelles entre Juifs et non-Juifs.

Pour Kahane, la religion devait être l'unique fondement de l'Etat. Il voulait retirer le droit de vote aux Arabes israéliens. Quant aux Palestiniens des Territoires Occupés, il résumait le sort qu'il voulait leur réserver en un mot : la valise.

Mais Kahane et ses semblables ne pratiquaient pas seulement l'injure. Mettant leurs actes en rapport avec leurs propos, ils organisèrent de nombreux raids punitifs contre les Palestiniens des Territoires Occupés.

Sur la base d'une telle politique, le Kach obtint lors des élections législatives de juillet 1984 un siège de député. A la veille du scrutin de novembre 1988, les sondages créditaient le Kach de suffisamment de suffrages pour obtenir quatre sièges. C'est alors que les grands partis israéliens obtinrent que la formation de Kahane - qui poussait la logique du sionisme à ses extrêmes limites - ne puisse se présenter aux élections pour «racisme et incitation raciste, qui rappellent les heures les plus sombres vécues par le peuple juif».



Seulement, si les idées de Kahane purent se développer en Israël, c'est qu'elles poussaient sur un terreau favorable, enrichi qui plus est par tous les politiciens sionistes. Car on ne peut impunément vouloir construire, sur les terres d'autrui, un Etat réservé aux seuls Juifs, où la religion est un des piliers essentiels du régime, sans voir fleurir des pourritures à l'image d'un Kahane. D'ailleurs même enrobées de quelques faveurs, même présentées de manière un peu moins radicale, les idées de Kahane

sont aujourd'hui reprises en Israël par l'extrême-droite et même une partie de la droite parlementaire. Et lorsque le gouvernement fait tirer sur les jeunes révoltés des Territoires Occupés, lorsque la police organise un massacre de Palestiniens, comme récemment sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem, que font-ils tous, sinon mettre eux aussi en pratique les idées d'un rabbin raciste et réaction-

**Georges LATTIER** 

#### Hussein de Jordanie à Paris LES PAYS FRONTALIERS DE L'IRAK **AU BORD DE LA CRISE SOCIALE**



De tous les pays limitrophes de l'Irak ou très proches de lui, la Jordanie est celui qui est le plus touché par les conséquences de la crise du Golfe.

de se joindre comme daire : il sait que la populal'Egypte, la Syrie ou l'Aration jordanienne, en majobie saoudite, à la coalition rité palestinienne, est favoanti-irakienne. Hussein est rable à l'Irak et qu'un alisans doute un des diri- gnement sur la position occidentaux. Mais il n'est trône en péril.

Le roi Hussein a refusé tout de même pas suici-

Seulement, l'économie jordanienne est étroitement liée à l'économie irakienne et elle subit, du fait de l'embargo, des conséquences dramatiques. Ses pertes sont estimées à 2 milliards de dollars. Le chômage s'étend dans les secteurs d'activité traditionnellement liés au commerce avec l'Irak. D'autre part, l'Arabie geants arabes les plus pro- occidentale mettrait son saoudite a fortement restreint ses échanges avec la

Jordanie, en rétorsion à son attitude compréhensive à l'égard de Saddam Hussein.

Hussein est donc venu plaider sa cause à Paris. avant de se rendre dans d'autres capitales. Il propose une «solution arabe» et surtout, sans doute, demande de l'aide. Et, aux gouvernements occidentaux qui lui suggèrent qu'il faudrait pour cela que la Jordanie se range plus clairement dans leur camp, il répond sans doute que ce ne serait pas leur intérêt de voir le régime jordanien renversé et remplacé par un régime plus nationaliste.

On verra si Hussein réussit à convaincre ses interlocuteurs. Mais cette situation de crise qui est aujourd'hui celle de la Jordanie pourrait préfigurer celle d'autres membres de la coalition anti-irakienne, comme l'Egypte ou la Tur-

quie, pour qui la prolongation de la crise du Golfe signifie de graves pertes pour leur économie, l'extension du chômage et des situations dramatiques. Et, pas plus que pour la Jordanie, ce ne sont les quelques compensations promises à ces régimes par les dirigeants occidentaux qui pourront fournir un rempart à une crise sociale.

#### La prochaine réunion du CERCLE LÉON TROTSKY

portera sur:

"CEUX QUI S'ENRICHISSENT, CEUX QUI S'APPRAUVRISSENT: LES BOULEVERSEMENTS DU MONDE DEPUIS 20 ANS"

Vendredi 9 novembre, à 20 h 30

Salle de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor à Paris (5e) Métro : Maubert-Mutualité — Participation au frais : 10 F



Territoires Occupés

## LA NOUVELLE EXPLOSION DE COLÈRE DE GAZA

day

A Gaza, le week-end des 3 et 4 novembre, l'annonce de la mort en prison d'un cadre du Fath a mis le feu aux poudres. Il s'est pendu, ont dit les autorités. Un suicide auquel personne n'a cru parmi les Palestiniens.

Ce militant du Fath, Abdelatif El Zanaim, était en effet soumis à l'isolement, dans une «cellule d'interrogatoire», depuis le 22 octobre, dans cette prison de Gaza où on compte quatre morts suspectes de détenus depuis deux ans.

A Beit Hanoun, le village dont il était originaire, des manifestations ont éclaté à l'annonce de sa mort. L'armée israélienne a aussitôt réagi, à coups de gaz lacrymogène, de poudre irritante, de balles en plastique et finalement de balles réelles. Bilan: un mort, un jeune de 19 ans, et de nombreux blessés.

Les nouvelles de Beit Hanoun se sont propagées dans toute la zone de Gaza, où la colère a explosé dans les camps de réfugiés et les villages. A Gaza même, l'hôpital est devenu un champ de bataille. Les blessés palestiniens se comptent par dizaines.

Au terme de ce week-end sanglant, le gouvernement israélien a pris position... contre le rapport que le secrétaire général de l'ONU, Javier de Cuellar, vient de remettre au Conseil de sécurité. Le rapport propose des solutions pour assurer «la protection» des Palestiniens. Il fait suite à la fusillade de la place des Mosquées à Jérusalem où, le 8 octobre dernier, 22 Palestiniens avaient été tués par les forces armées israéliennes, et au refus du gouvernement israélien d'autoriser les membres de la commission d'enquête désignée par l'ONU à venir sur place. Le rapport suggère en fait de placer progressivement les Territoires Occupés sous la tutelle de l'ONU.

Le gouvernement israés'est évidemment empressé de rejeter le rapport. Les arguments invoqués ont porté sur la forme: l'article de la Convention de Genève sur lequel le secrétaire de l'ONU s'appuie ne s'appliquerait pas aux territoires «occupés» par Israël; le Conseil de sécurité ne serait pas habilité à provoquer une réunion des pays signataires de cette Convention de Genève : etc. Ce n'est pas que le gouvernement israélien craigne que ces propositions soient reprises par l'ONU. Pas pour l'instant en tout cas. Mais les

suggestions du secrétaire général de l'ONU peuvent être reprises par les Palestiniens eux-mêmes qui pourraient préférer, tant qu'à faire, voir les casques bleus faire régner l'ordre, plutôt que les soldats israéliens!

Cela dit, bien évidemment, sur le fond, le gouvernement israélien n'a rien répondu. La répression continue dans les Territoires Occupés. Tous les Palestiniens impliqués à un titre ou à un autre dans l'Intifada sont désormais interdits de séjour sur le territoire d'Israël même, même s'ils avaient l'habitude d'y travailler. Les manifestations se transforment périodiquement en émeutes.

Dans la bande de Gaza, où sont parqués plus de 400 000 Palestiniens, ce ne sont plus seulement des jeunes qui lancent des pierres sur les soldats israéliens, ce sont des hommes déterminés qui s'affrontent avec les militaires. Et dans les autres Territoires Occupés, non seulement l'Intifada continue, mais à la révolte des jeunes qui l'avait marquée à ses débuts s'ajoutent l'exaspération et l'amertume de toute une population qui voit de jour en jour ses conditions de vie s'aggraver et les humiliations s'accumuler.

Sylvie FRIEDMAN

#### NOS ALLIÉS DANS LE GOLFE...

L'organisation humanitaire Amnesty
International vient de protester car plusieurs centaines de Yéménites vivant en
sieurs centaines de Yéménites vivant en
Arabie saoudite ont été torturés par les
Saoudiens, sous prétexte que le Yémen
S'est déclaré du côté de l'Irak.
S'est déclaré du côté de ces sévices ici,

s'est déclare du cote de l'Irak.

On ne parle guère de ces sévices ici,
car l'Arabie saoudite est l'alliée de la
France et des USA. De même qu'on ne
parlait guère des atrocités irakiennes
lorsque l'Irak était le bon allié de la

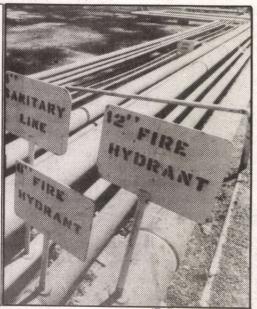
France.
Il paraît que les troupes françaises défendent là-bas la démocratie...

## OLÉODUCS ET POGNONDUCS

C'est confirmé : le monde produit autant de pétrole, et même davantage, qu'avant la crise du Golfe, l'absence des productions irakienne et koweïtienne ayant été largement compensée par d'autres pays. Et les citernes sont archi-pleines.

Alors, pourquoi le baril à 35 dollars, et le super autour de 5,80 F?

Les compagnies pétrolières nous traitent toujours comme des ennemis.



(E. Bouvet/GAMMA)

## LA GUERRE BÉNIE... PAR L'ÉGLISE

Decourtray, archevêque de Lyon, a déclaré à propos du Koweït : «S'il faut absolument choisir entre la guerre et le déshonneur... mieux vaut encore la guerre». C'est une bénédiction pour une éventuelle intervention armée des puissances occidentales, pour le maintien du découpage des frontières garan-

tissant leur mainmise sur les pétroles du Moyen-Orient.

L'Eglise, si on en croit ses bonnes paroles, ne fait pas de politique et ne s'occupe que de sauver les âmes. Mais voilà, il n'a jamais manqué de curés pour bénir les guerres, d'un côté comme de l'autre d'ailleurs. Ceux qui y laissent leur peau n'ont-ils pas le bonheur d'être «rappelés à Dieu» ?



#### Depuis une semaine, les Etats-Unis doni au cours de sa tournée pour soutenir les can en meeting que, cette fois, il «en avait assez choses. En pleine campagne électorale, le l l'électeur républicain moyen de la Virginie o

#### Commandement américain, en cas d'attaque américaine

Mais le secrétaire d'Etat américain Baker, qui a engagé une tournée au Moyen-Orient, prévue pour durer au-delà des élections américaines, donne dans le même ton belliqueux. D'après lui, la crise du Golfe entre «dans une nouvelle phase» où toutes les options, y compris l'usage de la force, peuvent être exercées. Les discussions entre commandements engagés sur le terrain auraient abouti à ce que, en cas d'attaque de l'Irak contre l'Arabie saoudite, les troupes américaines et saoudiennes seraient sous commandement

conjoint. Mais en cas d'attaque contre l'Irak, l'armée américaine serait commandée par le seul commandement américain.

C'est une façon subtile de dire que, sur le plan militaire, les Etats-Unis n'ont l'intention de prendre au sérieux la comédie de «l'action collective sous l'égide de l'ONU» que dans l'hypothèse la plus invraisemblable - car l'Irak n'a jamais témoigné de la moindre intention d'envahir l'Arabie saoudite. Si l'on passe aux choses sérieuses, le commandement américain n'a pas l'intention de se soumettre à quiconque. En revanche, c'est aussi une façon, pas subtile du tout, de dire que les Etats-Unis envisagent sérieusement de passer à l'attaque, vote du Conseil de sécurité et caution de l'ONU ou pas.

Sans doute pour donner plus de

poids aux mots, un porte-avions américain a, pour la deuxième fois depuis le début de la crise, pénétré dans le Golfe. Et si l'on en croit Le Figaro, le Pentagone a décidé de rappeler des réservistes pour constituer des unités de combat supplémentaires.

Cette soudaine montée du bellicisme représente-t-elle un pas vers la guerre ouverte ? Peut-être. Mais ce n'est pas certain.

Un blocus qui n'empêche pas les anciens ministres de passer

La durée même de la «drôle de

guerre» pose de toute façon des problèmes auxquels les dirigeants de l'impérialisme américain sont bien forcés de répondre. Cela fait maintenant trois mois qu'une armada est mobilisée aux abords de l'Irak pour impressionner Saddam Hussein. Cela fait presque autant qu'un blocus qui se voulait spectaculaire est censé mettre Bagdad à genoux. Et voilà que l'Irak ne cède pas. Mieux, Saddam Hussein semble s'amuser à prendre des initiatives destinées à semer la zizanie dans la coalition adverse. Il jongle avec la nationalité des otages, retenant les uns, libérant les autres, soufflant le chaud et le froid à propos de leurs conditions de détention. Et voilà que les Pieds Nickelés des services secrets de l'armée française lui donnent l'occasion, en plus d'une franche rigolade, de faire

### Diplomatie secrète:

## CHEYSSON... DE FAIRE LE MALIN

Le gouvernement français a-t-il ou non négocié avec Saddam Hussein la libération de ses «otages» retenus en Irak ? Chacun sait qu'officiellement il n'en est rien, mais que cela ne veut rien dire.

Claude Cheysson, ex-ministre des Relations extérieures de Mitterrand qui semble préposé par celui-ci, depuis neuf ans, à tous les coups fourrés diplomatiques, a été bien sûr interrogé à ce propos. A-t-il, comme on le dit, rencontré le ministre des Affaires étrangères irakien Tarek Aziz, à Amman, à la mi-octobre ?

Et Cheysson de répondre qu'il ne s'est pas rendu à Amman depuis le mois de septembre (ce qui peut signifier tout simplement que la rencontre a eu lieu ailleurs), ajoutant : «Je ne nie

rien du tout. J'ai appris une leçon pendant que j'étais ministre : c'est que la manière dont les otages sont libérés doit toujours rester secrète».

Bref, il y a peut-être eu négociation, mais on n'en saura rien. Ou peut-être pas, mais c'est de toute façon comme s'il y en avait eu une.

Non pas que le gouvernement français ait sur le fond, dans l'affaire du Golfe, une attitude moins agressive que celui des Etats-Unis. Si Bush décide de faire parler les armes, il a pris ses dispositions pour ne pas être en reste. En fait, pour Mitterrand, il s'agit seulement de laisser entendre, par quelques silences ou quelques ambiguïtés, que la France pourrait avoir une attitude différente de celle des Etats-Unis. On ne sait jamais. Si

demain l'heure d'une négociation sonnait, Mitterrand pourrait se prévaloir auprès des pays arabes de cette pseudo-différence. Tandis que si c'était l'heure de la guerre, il pourrait se prévaloir auprès de Bush de son rôle de fidèle allié.

Et puis, il se trouve que de son côté Saddam Hussein a intérêt - ne seraitce qu'à usage intérieur - à laisser entendre qu'il y a des fissures dans le camp anti-irakien. D'où ses félicitations pour les «efforts déclarés et non déclarés» que ferait la France en faveur d'une solution pacifique.

Alors, qu'il y ait eu ou non une négociation réelle et un voyage de Cheysson, il y a en quelque sorte une négociation virtuelle. Et cela a donné des idées à d'autres. L'Allemand Willy

Brandt, le Japonais Nakasone se sont rendus à Bagdad chercher leurs otages. Le Néo-Zélandais David Lange et le Suisse Jean Ziegler s'apprêtent à en faire autant. Autant de personnalités officieuses, préposées à prendre langue avec Bagdad sans que ce soit officiel, mais de façon à ce que ça le soit tout de même un peu.

Derniers gouvernements de la CEE à ne pas en avoir fait autant, ceux de Belgique et des Pays-Bas se sont inquiétés de voir se multiplier ces missions, quelques jours à peine après un sommet européen qui avait décidé... qu'il n'y aurait plus de mission en Irak! Qu'attend-on pour envoyer Mitterrand leur donner quelques cours élémentaires de double jeu diplomatiques?

A. F.

## SEUNIS LESENCHERES

t de la voix dans la crise du Golfe. Le président Bush pour commencer qui, ats républicains aux élections américaines en cours, répétait de meeting t qu'on allait voir ce qu'on allait voir. Il faut évidemment faire la part des age «ferme» de Bush était sans doute davantage destiné à faire vibrer u Middle West, qu'à impressionner Saddam Hussein.

le magnanime en relâchant ces trois hommes qui ont réussi à devenir les premiers prisonniers militaires d'une guerre non encore déclarée.

Mais, mieux encore pour Saddam Hussein, cette ville de Bagdad soumise théoriquement à un blocus sévère est en passe de devenir le dernier endroit où l'on cause pour les ex-Premiers ministres ou exministres de puissances qui sont précisément censées faire respecter le blocus. De l'allemand Willy Brandt au japonais Nakasone, ils ont été nombreux à frapper à la porte de

Saddam Hussein pour le prier de bien vouloir relâcher les otages. Au point que, à en croire Le Monde, l'ancien Premier ministre danois a dû faire antichambre dans la Jordanie voisine. Eh oui, quand on ne représente qu'une toute petite puissance impérialiste...

Tout cela fait désordre et enlève beaucoup à la crédibilité du blocus comme moyen de faire reculer Saddam Hussein. En cas de guerre ouverte, les dirigeants américains ont peut-être de bonnes raisons de penser qu'ils entraîneront avec eux

Les États-Unis sont donc, en tout état de cause, forcés de faire monter les enchères pour tenter de redonner du crédit à leurs menaces. C'est une façon de remettre de l'ordre dans la maison, de rappeler que l'armada occidentale, surtout américaine, n'est pas là pour plaisanter et

que Washington compte sur le soutien de ses alliés.

Les troupes

américaines continuent

Et si, malgré ce que la zizanie entre dirigeants des puissances impérialistes a de risible, on n'a pas vraiment envie de rire, c'est qu'il y a toujours plusieurs centaines de milliers de soldats occidentaux ou assimilés dans le désert d'Arabie et que les dirigeants de l'impérialisme américain sont parfaitement capables de passer de la «drôle de guerre», déjà pas si drôle que cela, à la guerre tout

Georges KALDY

leurs alliés des puissances impérialistes. Mais la façon dont lesdits alliés traînent les pieds et font du «chacun pour soi» dans l'affaire des otages n'est guère à même de donner plus de poids à ce qui n'est pour l'instant qu'une pression armée.

LA GRANDE VADROUILLE Comme l'a très justement fait remarquer Chevènement, le perspicace ministre de la Défense, la frontière irakosaoudienne «n'est pas matérialisée...» et il «est très difficile de se repérer dans le désert». Rappelons que l'état-major a dû, au début du conflit du Golfe, envoyer un bidasse acheter une carte détaillée du Moyen-Orient dans une librairie parisienne. On comprend que, sur le terrain, les soldats soient parfois un peu perdus. Cela dit, on ne sait toukiennes? Serait-ce les jours pas ce que sont allés

Se sont-ils vraiment perdus? Ce serait désolant pour des «spécialistes» qui étaient, paraît-il, en mission de reconnaissance, et cela augure mal de la conduite des opérations si jamais guerre il y a.

faire les trois militaires

français (pas n'importe

qui : un capitaine et deux

sous-officiers!) qui se

seraient égarés dans le dé-

sert aux confins de l'Irak et

de l'Arabie saoudite.

Etait-ce des espions d'un corps mystérieux (les RG? Le SDECE qui aurait installé sa «piscine» dans le désert ?) chargés d'exami-

«faux époux Turenge» qui auraient repris du service? Il est vrai que cette fois ils sont trois et rien que des hommes. Mais les mœurs des services secrets ont peut-être sensiblement évolué...

Toujours est-il que, grâce à eux, la France est pour le moment le seul pays occidental à avoir osé envahir l'Irak et, qui plus est, avant même que la guerre soit déclarée. Il fallait le faire!

Après cette page de gloire, Saddam Hussein a eu l'extrême délicatesse non seulement de restituer ner de près les lignes ira- les trois soldats perdus,

mais aussi d'attendre quelques jours avant que cette affaire soit rendue publique. Ce qui a évité aux autorités françaises d'avoir l'air trop ridicules au moment du retour des otages. Le ridicule a été différé...

Les trois comiques troupiers sont donc revenus à Paris. Il est question qu'ils soient sanctionnés. Mais si on ne les renvoie pas dans le Golfe, ils seront alors privés de désert, mais sauveront peut-être aussi leur peau par la même occasion.

Et, après tout, c'est peutêtre cela qu'ils cherchaient?

A.V.

Un officier français dans le Golfe...

C'est encore loin, l'Irak ?





L'arrogance de Sassou Nguesso était sans compter avec la force que représentent les travailleurs, dans ce pays comme ailleurs. Et ce sont eux qui allaient le faire plier, reculer et avaler son mépris. En effet, dès le mois de juillet, après que Sassou eut affirmé ses velléités pour le multipartisme, la CSC (Confédération Syndicale du Congo) en avait profité pour tenter de se débarrasser du joug du parti unique auquel elle était inféodée depuis 1964. Contre la volonté du pouvoir et de son parti unique, les dirigeants syndicalistes avaient annoncé leur intention de proclamer leur autonomie lors d'un congrès prévu ultérieurement. Mais Sassou ne l'entendait pas de cette oreille. Tenant à rester le seul maître à bord, le 25 juillet il a, par l'intermédiaire du bureau politique du PCT, fait réaffirmer l'autorité du parti sur la Confédération Syndicale du Congo. Dès lors, un bras de fer a été engagé entre le parti et le syndicat.

Comme prévu, les syndicalistes tiennent leur congrès et, dans la nuit du 10 au 11 septembre, ils proclament leur autonomie par rapport au parti et exigent du pouvoir la tenue d'une conférence nationale pour l'instauration immédiate du multipartisme. La dictature de Sassou réplique par la formation d'une direction fantoche pour diriger la CSC et décide d'interrompre les assises du congrès des syndicalistes. Ces derniers rejettent la direction fantoche qu'on veut leur imposer, ne reconnaissent comme autorité que la direction du congrès (dont le président est Jean-Michel Bokamba-Yangouma) et appellent à la grève générale pour le jeudi 13 septembre.

#### LE SUCCÈS DE LA GRÈVE GÉNÉRALE

Largement suivie, la grève est un succès, une réussite. Pendant deux jours, le Congo est paralysé et coupé du monde : les télécommunications sont neutralisées, l'électricité coupée, l'aéroport fermé, les trains immobilisés dans les gares, les bateaux ne sont plus déchargés, les usines et les banques fermées, les bureaux vidés de leurs employés, etc.

Alors, pris de panique, Sassou Nguesso met fin à sa direction syndicale fantoche, il la dissout et annule sa décision d'interrompre le congrès des syndicalistes. A l'issue d'une réunion entre leur direction et celle du parti unique, les syndicalistes, de leur côté, lancent un appel à la reprise du travail et poursuivent leur congrès jusqu'à

### LES TRAVAILLEURS FONT RECULER LA DICTATURE DE SASSOU NGUESSO

(Extrait du Pouvoir aux Travailleurs, journal de l'Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes)

Contrairement à ses prétentions et prévisions, c'est sous la pression de la rue que le dictateur congolais Sassou Nguesso vient, du moins formellement, de déclarer l'instauration du multipartisme dans le pays depuis le début de ce mois (...).

son terme. Par ailleurs, dans le cadre de son recul face aux syndicalistes, le pouvoir a cédé sur d'autres plans en affirmant qu'à partir du 1<sup>er</sup> octobre «toutes les associations et les partis politiques peuvent se faire enregistrer au ministère de l'Administration et du territoire».

Et depuis le succès de la grève des travailleurs, comme pour s'engouffrer dans la brèche créée par la lutte de ceux-ci, des mouvements sociaux ont simultanément éclaté dans le pays, notamment à Brazzaville et à Pointe-Noire : des grèves des chauffeurs de taxi, des distributeurs d'essence, des élèves et des lycéens, suivies parfois d'émeutes et des pillages de magasins et d'incendies de voitures. A Pointe-Noire, les émeutiers s'en sont pris aux bâtiments publics et aux propriétés de l'épouse de Sassou. Ces événements qui, à n'en pas douter, risquent de se développer, vont-ils faire fléchir définitivement le dictateur Sassou ? Seul l'avenir le dira.



Mais d'ores et déjà, les travailleurs congolais ont montré qu'eux seuls tiennent dans leurs mains l'avenir de la société. Certes, le Congo est un petit pays de deux millions d'habitants. Mais – et peut-être à cause de cela – c'est le pays le plus urbanisé de l'Afrique avec un taux situé entre 55 et 60 %. Comme elle vient d'en donner la preuve, la classe ouvrière y constitue une force colossale qui peut tout bloquer et tout faire changer. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que les travailleurs ont montré cela. Déjà en 1963, ce sont leurs luttes (baptisées «les trois glorieuses») qui, en trois jours, ont balayé la dictature de Fulbert Youlou, avant que les militaires ne prennent la tête du mouvement populaire pour imposer leur dictature à eux.

#### LE MULTIPARTISME ET LE SORT DES TRAVAILLEURS

Alors, ceux qui veulent que la situation change vraiment au Congo, ce n'est pas sur les réaménagements au sommet que tente d'opérer le dictateur Sassou qu'ils doivent compter, que cela passe par «une conférence nationale» ou pas. Le multipartisme, quel qu'en soit le processus, n'est pas la démocratie et moins encore la possibilité d'une vie meilleure pour les pauvres. Il peut très bien cohabiter avec la dictature, les inégalités, la misère, «la course effrénée à l'enrichissement d'une minorité de citoyens», «la dilapidation éhontée des fonds publics», etc. Il peut être instauré sans qu'à Bacongo, à Poto-Poto, à Makéléké et tous les quartiers populaires de Brazzaville, de Pointe-Noire ou dans les villages les conditions de vie des populations ne changent d'un iota. Le cas du Sénégal, comme celui de certains pays de l'Amérique latine tels que le Brésil, l'Argentine, le Chili, est, en ce sens, un exemple éloquent (...).

Alors oui, le multipartisme ne changera rien de fondamental dans la vie des travailleurs et des opprimés congolais. Il ne pourra qu'entretenir des illusions favorables aux privilégiés d'aujourd'hui ou à ceux de demain, du genre Sassou ou ceux qui prétendent s'opposer à lui, comme les Tchikaya (ancien idéologue et censeur du PCT, qui se dit aujourd'hui social-démocrate), Yhombi (ancien président et ancien membre de la direction du PCT), Bokamba-Yangouma (président de la CSC et membre du PCT) ou d'autres encore, longtemps écartés et enterrés, mais que l'on peut, pour la circonstance, exhumer comme une solution de rechange. Ce pourrait être, par exemple, le cas de Lissouba, ancien dignitaire du régime. Sassou dit que le multipartisme est pour lui «une aubaine». Et il a raison. Mais c'en sera une aussi pour tous ces gens-là qui, eux tous, ont œuvré et participé à la construction de la dictature actuelle.

Multipartisme ou pas, les seules véritables libertés démocratiques sont celles que les opprimés eux-mêmes pourront imposer par leurs luttes. Mais pour cela, la classe ouvrière congolaise a besoin d'une organisation politique qui lui soit propre, indépendante de celle des couches privilégiées. Si on ne le fait pas, ses luttes pourront être récupérées, comme en 1963 ou tout récemment, par d'autres Ngouabi, Sassou, Tchikaya, Yhombi ou Bokamba-Yangouma, et rien ne changera pour l'ensemble de la société. Par ailleurs, pour des changements fondamentaux, les grèves, la colère, l'énergie seules des travailleurs ne suffisent pas. Il faut un parti révolutionnaire. Qu'est-ce qu'une classe ouvrière sans direction, sans organisation, sans conscience de ses intérêts, de ses tâches ?

## Le scandale de "l'opération Gladio"

### LES DESSOUS MALPROPRES DE L'APPAREIL D'ÉTAT





La cafétéria de la gare de Bologne après l'attentat de 1980.

Une véritable armée clandestine préparée pour la guérilla, disposant de dépôts d'armes, regroupant un millier de personnes prêtes à l'action... Voilà le service secret parallèle qui existait depuis plus de trente ans en Italie et qui, selon toute probabilité, existe toujours. C'est ce que révèlent maintenant, un peu ennuyés tout de même, la plupart des hommes politiques italiens qui ont été, à un moment ou à un autre, Premiers ministres ou ministres de la Défense, ou bien les chefs d'Etat-Major de la Défense. Cette structure clandestine, dont le nom de code est "opération Gladio", avait été mise sur pied par les services secrets, en liaison avec l'OTAN, paraît-il pour faire face à une éventuelle "invasion" de l'Italie ou à une prise de pouvoir par le Parti Communiste. Après avoir démenti cette information, l'OTAN lui-même l'a désormais pratiquement confirmée.

Bien sûr, l'Italie n'a pas été envahie et, selon le président du Conseil des ministres actuel Giulio Andreotti, qui s'est trouvé contraint de révéler l'existence de cette structure, la situation de détente internationale la rendrait désormais superflue. Mais le problème est qu'apparemment, ça n'a pas empêché la "structure" en question de se manifester violemment tout au long des trente dernières années de l'histoire politique de l'Italie...

#### UNE LONGUE SUITE D'ATTENTATS

Il suffit de rappeler les attentats qui ont ensanglanté le pays durant les années dites de la "stratégie de la tension", entre 1969 et 1974, ou l'attentat de la gare de Bologne en 1980, l'attentat sur le train Naples-Milan en décembre 1984, et bien d'autres. Dans chacune de ces affaires, les enquêtes aboutissaient à des groupes d'extrêmedroite toujours plus ou moins liés à des hommes des services secrets, ou même tout simplement constitués des mêmes hommes. Puis lorsque venait l'heure du procès, l'affaire se terminait subitement par des non-lieux, des acquittements ou des évasions.

Aujourd'hui il apparaît qu'une bonne partie de ces épisodes mystérieux s'expliqueraient par l'action de "gladiateurs" membres de cette structure, qui auraient peutêtre agi parfois pour leur propre compte, mais aussi sans doute le plus souvent au service de desseins politiques plutôt troubles.

La "stratégie de la tension" poursuivie dans les années soixante-dix, dans une période de montée des luttes sociales et de progrès de la gauche, semblait viser par exemple à créer dans le pays une atmosphère de violence et d'attentats facilitant la victoire d'un "parti de l'ordre". L'attentat à la banque de l'Agriculture de Milan, le 12 décembre 1969 (14 morts) ou sur le train Italicus, le 4 août 1974 (12 morts), les bombes lancées contre une manifestation antifasciste le 28 mai 1974 à Brescia (9 morts), en feraient par-

Mais d'autres épisodes remontent à la surface. Le "plan Solo" du patron des services secrets militaires, le général De Lorenzo, lancé en 1964, était apparemment de la même eau, de même que le coup d'Etat avorté du même général, la même année. On évoque aussi le complot d'une organisation fasciste "la Rose des Vents", qui aurait visé à prendre le pouvoir en 1974 et aurait été pour quelque chose dans la "stratégie de la

tension". On rappelle le scandale de la "loge P2", qui éclata en 1981 lorsqu'on découvrit l'existence de cette loge maçonnique regroupant secrètement de nombreuses personnalités de la politique, de l'armée, de la police ou du monde de la finance. Autant de complots politiques dont le support logistique aurait pu être entre autres ce service secret lié à l'OTAN et à la CIA...

#### LES LETTRES DE MORO

Le point de départ du scandale est la découverte, douze ans après, des lettres écrites par le dirigeant démocrate-chrétien Aldo Moro lors de sa séquestration par les Brigades Rouges en 1978. Au cours de sa détention, Moro avait écrit ce qu'il pensait de ses amis politiques au pouvoir qui avaient fait le choix de le sacrifier pour raison d'Etat afin de démontrer leur fermeté face aux Brigades Rouges. Moro n'était pas tendre, en particulier, avec l'actuel président du Conseil Andreotti, qualifié d'homme "froid, impénétrable", "sans un moment de pitié humaine" et dont il précisait qu'il "se comportait très habilement dans les rapports avec ses collègues de la CIA". "Et pas seulement sur le terrain diplomatique", ajoutait Moro...

C'est apparemment pour tenter de limiter les conséquences des révélations de Moro qu'Andreotti a pris les devants et brisé le secret de "l'opération Gladio". Pour lui, il n'y avait rien que de très normal à créer ainsi une organisation de "résistance" liée à l'OTAN pour faire face à une éventuelle invasion. Andreotti se tait, en revanche, sur les liens qu'aurait cette structure avec toutes les affaires étouffées depuis vingt ans. Or les "gladiateurs" commencent à parler les uns après les autres, racontant par exemple que l'organisation pouvait agir selon les cas en favorisant le terrorisme d'extrême-droite ou d'extrême-gauche, ou bien en "dissuadant" une grève par une intervention violente.

#### UN APPAREIL D'ETAT POURRI... COMME TOUS LES AUTRES

On en saura peut-être bientôt un peu plus sur un certain nombre de mystères qui jalonnent la vie politique italienne depuis trente ans. Mais à vrai dire, il n'y avait pas besoin d'attendre ces dernières révélations pour savoir que l'appareil d'Etat italien, comme tous les autres d'ailleurs, était et reste étroitement lié à tous ces complots fomentés par des groupes d'extrême-droite, des policiers ou des

militaires en mal de coup d'Etat et des politiciens anti-ouvriers de tout acabit. D'autant plus que la république italienne a hérité son appareil d'Etat, en droite ligne, de la période fasciste...

Aujourd'hui, derrière ce déluge de révélations, affleurent naturellement les règlements de comptes politiques de tous ordres; l'"opération Gladio" pourrait avoir finalement à son actif de faire éclater... la coalition gouvernementale italienne. Les politiciens qui aujourd'hui disent vouloir faire la vérité pensent sans doute qu'aujourd'hui elle aura des conséquences moins explosives qu'elle n'en aurait eu, par exemple, il y a dix ou quinze ans, mais qu'en revanche elle pourra servir leurs propres desseins.

Seul, bien sûr, l'avenir dira s'ils se trompent ou non. Reste une question : selon Andreotti luimême, des "réseaux occultes de résistance" analogues à "Gladio" furent organisés en liaison avec l'OTAN dans d'autres pays, plus précisément "en Belgique, en Hollande et en France". Tiens donc. Est-ce qu'il y aura un politicien français pour ouvrir les tiroirs des secrets d'Etat, certainement tout aussi malpropres ici que de l'autre côté des Alpes ?

André FRYS

CONFRONTÉS AUX HAUSSES

LES TRAVAILLEURS

BRUTALES DES PRIX

#### • Renault - Billancourt T'AS PAS CENT BALLES?

La direction de la Régie fait la manche. Elle pleure misère! Voyez-vous, elle n'a encaissé «que» 4 milliards de bénéfices, c'est-à-dire DE PLUS dans ses caisses cette année. Il faudrait qu'on la plaigne! Mais pour notre part, nous n'encaissons jamais rien DE PLUS. Et pour le moment, la seule chose que l'on nous demande d'encaisser, c'est d'être mis à la porte dans, au plus, deux ans, et sans rien toucher de plus.

Eh bien, nous, nous ne faisons pas la manche. Nous réclamons simplement notre dû. Depuis des années que la Régie a empoché des 4 milliards, des 9,7 milliards, elle nous doit autre chose que des conseils pour fonder une petite entreprise, ou pour faire du dimanche. I! stroq-é-stroq

Ene nous doit des sous, des millions pour chaque ouvrier.

Bien entendu, elle ne les donnera pas sans que nous l'y poussions un peu. Nous n'aurions rien à gagner à écouter sans rien dire les pleurnicheries ou les sourires satisfaits de Lévy. Les ouvriers de Peugeot ont bien montré à un Calvet qu'un PDG peut sourire jaune.



Les premières journées de novembre ont été marquées en Roumanie par des manifestations répétées de plusieurs milliers de personnes dans le centre de Bucarest - quelques milliers de personnes pas isolées cependant, puisque les syndicats, y compris ceux de l'ex-Confédération officielle, ont fait connaître de leur côté leur protestation "énergique" contre les dernières mesures du gouvernement.

octobre, le gouvernement a proclamé son intention de passer "sans compromis" à "l'économie de marché", et pour cela de prendre des mesures "d'urgence", vu l'état "désastreux" de l'économie roumaine. Depuis le 1er novembre sont donc entrées en vigueur une dévaluation de 75 % du leu (la monnaie roumaine) par rapport au dollar, et la "libéralisation" des prix. flambée : hausse immédiate de viande, l'essence, etc.

cette politique à la télévision roumaine, en expliquant: "Je ne crois pas que la réforme se fera sans douleur, mais nous ne pouvions pas assister sans réagir à la défaite de l'économie". Il faut, selon lui, démontrer au FMI et à la Banque mondiale que la Roumanie est solvable, car, a-t-il dit, "ils ne nous accorderont leur confiance que si la vérité des prix est pratiquée en Roumanie". C'est donc le système des subventions étatiques aux prix publics qui est remis en cause dans un pays où, même avec ce système tel qu'il était

De quoi s'agit-il? Courant pratiqué par l'ancien régime, la plupart des gens vivaient déjà au bord de la misère, sinon en plein dedans.

On en a eu une illustration récemment, au mois de septembre, lorsque les dockers du grand port de Constanza ont fait une semaine de grève pour obtenir le renvoi de dirigeants corrompus. L'un d'eux eut alors l'occasion de décrire à un journaliste du Monde des condi-Concrètement, cela signifie leur tions de vie et de travail dignes de forçats, dans la boue en 100 à 200 % sur de nombreux permanence, avec des vêteproduits manufacturés, sur la ments pourris, des moyens de travail délabrés, sans la moin-Le Premier ministre, Petre dre protection ni hygiène, et Roman s'est efforcé de justifier avec pour toute nourriture à la cantine "une soupe qui n'est que de l'eau chaude colorée et du chou rance". Les dockers ne font pas partie des salariés les plus mal payés ; ils peuvent, disait lé travailleur interviewé, améliorer leur alimentation le soir. dans leurs chambres.

Ils le pouvaient, du moins. Car avec la libération des prix des denrées alimentaires, la situation risque de tourner pour tous à la catastrophe.

Pour le moment, le gouvernement roumain maintiendrait un contrôle sur les loyers, l'électricité et le chauffage. Ce contrôle

n'est pas d'une efficacité évidente puisque, si on en croit la presse, l'eau, par exemple, est coupée la plus grande partie du temps à Bucarest. Encore ne s'agit-il sans doute de la part du gouvernement que d'une précaution destinée à passer le cap de l'hiver, tant bien que mal, comme, dans le même esprit, la maigre indemnité de compensation promise, en attendant le système d'indexation des salaires sur les prix dont il est vaguement question pour 1991.

Certes, les travailleurs de Roumanie ont appris depuis bien longtemps à se serrer la ceinture. Mais quand on vient leur dire, maintenant qu'ils sont censés avoir fait leur révolution et renversé le prétendu "communisme", qu'il leur faut encore le faire davantage, peuvent-ils prendre comme un progrès le fait que cette fois, ils ne se serreront plus la ceinture pour plaire à Ceausescu, mais au FMI et à la Banque mondiale? En tout cas, les syndicats de mineurs de la vallée de Jiu ont, pour leur part, immédiatement dénoncé la "hausse des prix extrêmement élevée imposée par le gouvernement"...

Christine LE GUERN

#### LE QUART D'HEURE DE TROP

On récupère un quart d'heure par jour, ouvriers comme employés, pour les deux ponts de Noël et du Jour de l'An. Et cela au moment où la Régie prétend ne pas avoir assez de travail et renvoie chez eux des «excédentaires»!

Pour nous, c'est le travail qui est en trop. Et ce n'est pas seulement un quart d'heure que nous faisons en trop. Avec les techniques modernes, c'est par deux qu'il faudrait diviser le temps de

Il faudra l'imposer si nous ne voulons pas que la classe ouvrière soit divisée entre d'un côté des chômeurs, et de l'autre des travailleurs surexploités.

#### MISE AU PAS RAPIDE

Des anciens chefs de service son supérieur, le petit nouveau ont été remplacés dans les bureaux par des jeunes venus de l'université. Cela nous a valu de belles promesses: on allait voir ce que l'on allait voir ! Ils allaient humaniser les relations, supprimer les intermédiaires et la paperasse... Et puis... rien!

Au premier coup de gueule de

Renault -

remet ses intentions dans sa poche, rentre dans le rang, et se comporte comme son prédéces-

Les études supérieures, les diplômes, cela n'empêche pas de marcher au pas...

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - Renault Billancourt.



#### Saint-Jean-de-la-Ruelle PUISQU'ILS LE DISENT

Les 5 et 12 novembre, nous serons en chômage technique. Cette mesure concerne le personnel productif de Saint-Jean. Car, selon la direction, nous sommes en avance dans la production.

Autrement dit, le personnel productif est... trop productif! Alors, levons le pied.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière du 29.10.90.

### SNECMA (Gennevilliers)

#### TRAVAIL SAMEDI-DIMANCHE: NON MERCI!

A l'usine SNECMA de Gennevilliers, la direction voudrait introduire le travail le samedi et le dimanche. Il s'agirait dans un premier temps de mettre en place deux équipes de six travailleurs chacune dans le secteur Mécanique de l'usine.

Raisons invoquées par la SNECMA : elle aurait à faire face à de nouvelles commandes de l'armée de l'air, en particulier celles concernant la livraison de moteurs qui équipent les Mirage 2000 (les M53 P2).

Pour rendre plus alléchante sa proposition, la direction propose que les équipes constituées travaillent deux jours de douze heures, avec donc cinq jours de repos. Ces 24 heures seraient payées 38 sur la base du salaire des équipes en  $3 \times 8$ .

Pour l'instant la direction ne dit vouloir faire appel qu'au volontariat. Mais bien des travailleurs de l'usine ne sont pas dupes. Ils voient bien que la direction veut faire tourner son appareil de production sept jours sur sept, quitte à provodéréglementation une complète des horaires.



Cette décision intervient alors qu'il y a à peine trois semaines la SNECMA justifiait le licenciement de plusieurs intérimaires sous le prétexte que la charge de travail diminuait en raison... des tensions dans le Golfe. Le Golfe devient pour la direction l'argument suprême qui justifie tout et son

Pour l'instant la décision n'est pas encore entrée en application, les syndicats CGT et CFDT s'y étant opposés. La SNECMA devra recourir à l'arbitrage de l'inspecteur du travail pour tenter de faire passer son mauvais coup.

Correspondant LO

#### Echos des entreprises... Echos des entreprises...

#### RENAULT

#### Billancourt Rien n'est acquis

Lévy a été nommé "meilleur manager de l'année" par un journal pro-patronal.

Celui-ci lui adresse les palmes pour avoir géré l'entreprise d'une manière active, c'est-à-dire pour avoir licencié des milliers de travailleurs et des représentants syndicaux. Bref, pour faire un bon travail de patron.

Rocard, en lui remettant son diplôme, l'a félicité pour avoir instauré des relations humaines modernes. Ainsi, Lévy a mené toute une politique de licenciements sans que cela ne fasse pour l'instant trop de vagues. C'est cela



que Rocard félicite sous couvert de "relations humaines modernes".

Mais tout le monde se rappelle que le dernier en date à avoir reçu le diplôme de meilleur manager, c'est Calvet, patron de Peugeot, et que cela n'a pas empêché les travailleurs de se mettre en grève quelques mois plus tard!

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière du 29/10/90.

#### • Flins Le salaire : entier et juste à temps

La Régie ne supporte pas le moindre petit stock, qui mettrait de la souplesse dans son système de flux tendus, sous prétexte que cela fait bobo à ses bénéfices.

Du coup, elle se met délibérément à la merci de ruptud'approvisionnement, comme cela a été le cas avec le blocage de la frontière franco-espagnole. A nous d'en faire les frais, avec un chô-

mage technique où nous ne sommes payés qu'à 70% du salaire.

Ce n'est pas normal. La Régie fait des choix paraît-il techniques : qu'elle les assume, sans faire appel à notre porte-monnaie. Pour nous, chômage technique ou pas, nous devons pouvoir compter sur notre salaire à 100%.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Sellerie du 29/10/90.

#### CREUSOT-LOIRE (Saint-Chamond)

#### Le Rambo de salon

A CLI, au hasard de certaines conversations explicatives sur la baisse de la prime d'intéressement liée à la chute des commandes, certains responsables n'ont pas hésité à insinuer que, si un conflit éclatait dans le Golfe, cela permettrait certainement d'avoir de nouvelles commandes.

... Et ces messieurs ne pourraient pas moins faire que de se porter volontaires pour conduire leurs chers engins kakis sur les champs de bataille.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière du 29/10/90.

#### SNCF

#### Qu'il est beau le lavabo...

La gare de marchandises de Kronenbourg, ainsi que le Sernam sont en pleine cure de beauté. Le Sernam s'est fait refaire des bureaux tout neufs et même des toilettes. On se demande simplement pourquoi autant de WC, après

Si tout l'argent que le Sernam économise sur notre dos lui servait à fabriquer tant de suppressions de postes. des toilettes, ce ne serait plus une gare de marchandises, mais un dépôt d'armes

#### bactériologiques! A pied, en train et en camion

Les conducteurs de camions Novatrans, Strasbourg-domicile ou des entreprises privées, qui livrent en gare marchandises, font fréquemment des journées de 16 h. Quand ils ne doivent pas en plus courir après les tire-palettes comme ceux de Ducros.

La SNCF fait de bonnes affaires sur le dos de ces chauffeurs. Qu'elle ne nous amuse plus avec ses re-



frains sur la concurrence de la route. Quand il s'agit d'exploiter des travailleurs, elle sait se mettre aussi bien

sur le macadam que sur les

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière du 29/10/90.

#### CEPEM (Saint-Jean-de-la-Ruelle) LES JEUX DU CIRQUE

#### Pour les Jeux Olympiques d'hiver à Albertville, Thomson demande 250 personnes pour aider à l'organisation. Et la demande a été affichée à la CEPEM aussi.

Non seulement il est demandé de connaître plusieurs langues et la pratique de la neige, entre autres, mais en plus il faut payer de sa poche, les 6 jours étant pris sur les congés personnels.

Les sports d'hiver sont déjà inabordables pour nos petites payes. Mais avec Thomson, les voilà plus chers!

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière du 29/10/90.

#### ATO-AZUS (Jarrie

#### Une peine scandaleusement dérisoire!

Dernièrement la SMMI (Société de Montage et de Manutention Industrielle), qui travaille temporairement chez Rhône-Poulenc, est passée en procès, suite à la mort d'un grutier en octobre 1987. L'ouvrier a été écrasé par une cabine de 20 tonnes en béton armé qu'il levait avec sa grue.

L'enquête a montré que les ouvriers de la SMMI avaient dû fabriquer d'urgence, sans étude préalable, les pièces d'ancrage manquantes nécessaires au levage de la cabine. Le patron a été condamné à une amende de 15 000 F et à une peine de prison de 6 mois avec

La réparation de la grue détériorée lui reviendra plus cher que la mort de ce travailleur! Extrait du bulletin Lutte Ouvrière du 29/10/90.

UNIROYAL Clairoix-Oise

## **FLEXIBILITE** RETOUR DE BÂTON

L'entreprise de pneumatiques Uniroyal de Clairoix, près de Compiègne, est réputée dans l'Oise. C'est une des plus importantes de la région. Avec l'embauche, il y a quatre ans d'une quatrième équipe (plus de cent personnes), c'est aussi une des plus difficiles sur le plan des conditions de travail, en particulier au niveau des horaires. Nous travaillons en effet en 4 x 6, une rotation acrobatique entre quatre équipes qui permet à l'usine de touner 24 h sur 24 jusqu'au samedi 23 h.

faire régner un climat d'intimidation dans les ateliers pour empêcher toute réaction de notre part... Elle joue parfois le grand jeu, comme lorsqu'elle essaie de se débarrasser de tous les travailleurs combatifs. Ainsi dernièrement, elle a tenté de licencier un représentant du personnel CGT, dans l'entreprise depuis dix-huit ans, et estimé de tous. Le licenciement a été refusé par l'inspection du travail, ce qui a bien fait plaisir même s'il faut encore attendre la décision du ministre qui doit trancher en dernière instance.

Mais à côté de cela, Uniroyal connaît bien aussi toute la panoplie des petites manœuvres et mesquineries en tout genre. La dernière semaine d'octobre la direction nous proposait de faire le "pont" du 1er novembre. Comme toujours quand c'est Uniroyal qui propose, on n'a pas dû chercher loin pour trouver l'arnaque : très vite, la direction avouait que la crise dans le Golfe, ajouté à la situation du marché automobile l'obligeait à limiter la production en cessant l'activité pendant deux jours. Elle prétendait donc nous imposer de prendre deux jours de congés, les 2 et 3 novembre, jours de congés 1990 pour ceux à qui il en reste, 1991 pour les autres!

Quand on sait le mal qu'on a à obtenir un jour de congé lorsqu'on en a besoin, il fallait oser le proposer... Et la réaction a été unanime : pas question de lui faire cadeau de ces deux jours!

"Nos congés c'est sacré, on en dispose nous-mêmes!" Et le jour où cette décision était annoncée, toute l'équipe (près de deux cents) a quitté le travail, s'est réunie pour demander des explications. Le chef du personnel en per-

La direction se veut un sonne a dû venir se justifier... patronat de choc et tente de et en a pris largement pour son grade. S'il n'a rien cédé sur le coup, il a dû nous

Les équipes suivantes ont pris le relais et décidé que pour l'aider à trouver une position plus conciliante, le mieux était de lui apprendre à travailler en 4 x 6. Deux nuits différentes consécutives, équipes l'ont convoqué pour entendre ses positions... Et à chaque fois, il a sauté de son lit pour arriver dare-dare. Une équipe a même refusé de reprendre le travail la nuit entière : il menaçait de ne pas payer l'entretien en heure information, la considérant comme un débrayage.

Ces débrayages, massifs (à chaque fois une équipe entière), quotidiens, ont finalement fait reculer la direction sur l'essentiel. Elle a remisé son projet de nous faire prendre des jours pour nous autoriser à être en "absence prévenue"... par contre non payée.

Le fait de ne pas être payés est apparu au début secondaire à la majorité d'entre nous : on en a tellement rasle-bol de l'usine que deux jours sans venir, et sans amputer nos congés, c'était déjà ça de pris. Mais certains commencent aussi à se dire que les problèmes conjoncturels d'Uniroyal ne sont pas les nôtres. Les 4 x 6 et les cadences pour produire toujours plus, c'est elle qui les impose, alors qu'elle assume : si elle veut baisser la production, libre à elle, mais il n'y a pas de raison qu'elle nous pénalise sur nos salaires. Ces deux jours, elle doit nous les payer... Dans certains secteurs, avec la reprise ce lundi, on commence à se réunir pour en discuter et on surveillera bien nos fiches de paye!

Correspondant LO

### Leur société

## Budget militaire DEUX CENTS MILLIARDS, PAS PERDUS

Le mercredi 7 novembre devait être discuté au parlement le budget militaire pour 1991. Le projet du gouvernement s'élève exactement à 194,548 milliards de francs, et il est en hausse par rapport à 1990 de 2,69 %. Outre qu'il s'agit d'un projet, qu'il peut donc être encore rallongé en cours de route ne serait-ce que pour cause de conflit armé - il ne comprend sans doute pas toutes les dépenses réelles consacrées à des buts militaires. Et il est probable qu'on pourrait encore trouver dans les crédits consacrés à la recherche par exemple, des postes qui concernent de près l'armement.

Mais comme de bien entendu, cela ne satisfait pas encore les généraux, et ils estiment qu'on ne leur offre pas assez de joujoux du style canons ou radars, "véhicules de l'avant blindés", ou "véhicules blindés légers", ou "Mirage 2000", ou autres hélicoptères ou missiles de la ennième généra-

Le chef d'état-major, le général Schmitt, est allé le dire aux commissions parlementaires, se plaignant qu'il lui manquait sept milliards pour boucler ses dépenses de défense, mais se déclarant prêt à se contenter d'un budget de 199 à 200 milliards de

Qu'est-ce que cela aurait été si ce n'était pas l'année de la détente Est-Ouest ! La crise du Golfe est là comme une providence pour les généraux. Car maintenant la mode est à la réflexion "sur l'urgence qu'il y aurait d'adapter l'outil de défense à forts pour ce genre de calculs.

de nouvelles formes de conflits périphériques" pour reprendre par exemple l'expression du commentateur militaire du journal Le Monde du 7 novembre.

Avec deux cents milliards, combien d'écoles et de postes d'enseignants, d'hôpitaux et de postes de soignants, de logements, de routes, pourrait-on construire? Ce n'est ni à Jospin, ni à Chevènement, ni à Rocard qu'il faut le demander. Ils ont toutes les données en main, mais ils ne sont pas



#### Parcmètres en hausse à Paris

#### PLACE AUX AUTOMOBILISTES LES PLUS FORTUNÉS

des tarifs de stationnement payant à partir du 1er janvier prochain. En même temps de nouveaux quartiers jusqu'ici épargnés seront peuplés de parcmètres. Les tarifs varieront de 5 F dans les arrondissements les plus populaires à 10 F de l'heure dans les plus huppés. Laisser sa voiture sur la voie publique est en train de devenir un luxe, et pour certains, une impossibilité.

Il est vrai que Paris n'est

d'annoncer l'augmentation mène. La province et la rations dans certains secbanlieue parisienne sont également touchées. Mais pas à un tel point.

Bien sûr, il y a beaucoup trop de voitures qui roulent et qui stationnent dans la capitale, c'est une évidence. Seulement, la priorité pour développement des transports en commun, qui avait été affichée il y-a quelques années et qui avait parfois reçu un commencement d'application ici ou là, a été depuis pas, et de loin, la seule ville discrètement abandonnée.

La mairie de Paris vient à connaître un tel phéno- Il y a eu parfois des amélio- banlieues lointaines). teurs, mais à côté, des manifestes. régressions Globalement le réseau est surchargé, lent, malcommode, fatigant. Bien des automobilistes n'ont guère rien. Et justement, ceux qui pas les moyens, qu'ils soient parisiens ou banlieuaussi, d'ailleurs, que la spéculation immobilière se charge de chasser dans les

Au bout de cette évolution, commencée il y a plusieurs décennies, Paris sera une ville réservée aux bourgeois et aux petitsbourgeois, qui payeront cher pour se loger et pour le choix : c'est la voiture ou pouvoir disposer d'un véhicule (mais la sélection par travaillent, ceux qui n'ont l'argent est à ce prix) tandis que les travailleurs iront s'entasser bien loin et sards, la mairie est en train devront voyager serrés de les pousser dehors, leur comme des harengs dans voiture en tout cas (et eux des transports déficients!

## "HALFAOUINE "enfant des terrasses" de Ferid Boughedir

Noura, adolescent de 13 ans d'Halfaouine, quartier populaire et commerçant de Tunis, est à l'âge difficile où le regard que porte un gamin sur la femme, jusque-là représentée par la mère et caressante, change. Les femmes éveilaimante lent en lui une trouble attente, un désir inconnu teinté d'angoisse. Sa petite taille lui permet encore de jouer au gamin et, malgré son âge, de se faufiler au hammam - les bains traditionnels - en compagnie de sa mère et de ses amies.

Ses copains plus vieux, les dragueurs du quartier, le harcèlent de questions précises sur l'anatomie féminine, questions toujours sans réponse... Car, même au hammam et occupées à leur toilette, les femmes trouvent encore le moyen de masquer aux regards curieux de Noura leur intimité, derrière la casserole ou le baquet qui sert à leurs ablutions.

En fait, au travers des émois d'un adolescent tunisien, c'est la société des femmes de Tunis, leurs bavardages, les plaisanteries plutôt crues qu'elles échangent sur les hommes, lorsqu'elles sont entre elles au hammam ou à l'occasion d'une fête, qui est en question.

Malgré les voiles de rigueur qu'il faut toujours porter dans la rue, malgré l'autorité apparemment incontestable des mâles, pères, maris, elles ont bien des façons de se venger du despotisme masculin, ne serait-ce que par leurs plaisanteries. Et puis, lorsque Latifa, cousine de la mère de Noura, fraîchement divorcée, débarque, elle a une façon de porter le voile, en découvrant ses épaules, qui enflamme tout le quartier pour sa beauté et qui fera école.

Et puis il y a le personnage du coordonnier, l'anticonformiste par excellence. C'est manifestement le personnage préféré du cinéaste. Réparer les chaussures est son gagne-pain, mais il est surtout



poète et chanteur. Irréligieux et buveur invétéré, il aime les femmes, qui le lui rendent bien. Mais il refuse de se laisser piéger par le mariage, «le seul article qu'il n'ait pas en magasin». Seulement, un soir où il a trop bu, il corrige sur un mur un slogan à la gloire de Bourguiba: «Une seule pensée: celle du père de la nation» devient «Une seule pensée: plus de père de la nation», ce qui lui vaut illico la prison.

Car c'est la Tunisie despotique de Bourguiba, avec son parti unique, ses indics et ses petits caïds de la police politique qui contrôlent le quartier, y surveillent le respect des bonnes moeurs et de la tradition, et ses policiers qui embarquent les ouvriers syndicalistes.

Même les femmes toutes belles et manifestement aimées du cinéaste incarnent et perpétuent. elles aussi, le despotisme ambiant. La mère de Noura, une femme apparamment sensible et intelligente, traite de façon méprisable, telle une esclave, une orpheline que le «cheikh» (en fait le religieux du quartier) a placée «charitablement» chez les parents de Noura.

Ce film gentiment anti-conformiste fait passer un petit souffle d'air pur sur cette Afrique du Nord où l'intégrisme semble tellement de mode. Car Ferid Boughedir n'hésite pas au passage à égratigner les religieux et les traditions, telle celle de la circoncision, un véritable cauchemar pour Noura. Un film où la beauté des images, l'ironie et la gentillesse ne font pas oublier pour autant la dureté de certains rapports sociaux.

Cécile BERNIER

#### "LA COUR MAUDITE"

lire.

#### d'Ivo Andritch

Dans ce récit, l'écrivain yougoslave Ivo Andritch, mort en 1975, évoque comme dans ses autres œuvres le passé des Balkans au temps de la domination turque. La «Cour maudite», c'est le nom qu'on donnait à la prison d'Istanbul, où siégeait l'autre Cour, celle du Sultan à la tête de l'Empire ottoman.

Toute la vie de la prison est vue par les yeux d'un moine. Originaire de Bosnie, celui-ci cache son état pour garder une chance de recouvrer sa liberté. Il a la qualité d'écouter tout le monde attentivement.

Des hommes de tous les coins et recoins de l'Empire, de toutes les nationalités et de toutes les conditions sociales, ont échoué à la «Cour maudite». Le petit combinard maladroit côtoie le prévaricateur de haute volée. les pauvres malchanceux se mêlent aux criminels endurcis. Le directeur qui règne avec férocité sur cette «Cour» suit sa logique perverse. Il considère qu'il doit y avoir en prison la même proportion de coupables et d'innocents que dans le reste de la société. Lui-même n'est-il pas un ancien délinquant, devenu policier retors avant de prendre finalement en main la prison?

La vie de la «Cour maudite» a son propre rythme, où alternent les temps de quiétude et les temps de fureur ; une fureur qui éclate notamment quand le vent du sud porte la puanteur de la ville au sein de la prison. Les bagarres sont suivies d'un état de prostration dans lequel chacun retourne sans fin, dans sa tête ou dans ses bavardages, ses propres obsessions. L'un a perpétuellement la hantise des mouchards. D'autres repassent à perte de vue les mérites comparés des femmes arméniennes, géorgiennes ou grecques.

Une figure émerge de cette société putréfiée : celle d'un jeune prince turc issu d'une mère grecque. Son amour passionné de la science l'a conduit à ne pas tenir compte des frontières ethniques ou religieuses. Il se retrouve en prison à la suite de médisances ayant servi de support à une machination contre lui. Ce destin tragique donne l'occasion à l'auteur d'insérer, en contrepoint à sa chronique qui se situe probablement au siècle dernier, un récit historique très intéressant de la lutte à la fin du quinzième siècle entre deux frères, le Sultan Djem et Bajazet II.

Dans ce court roman, écrit en un style dense, ressort le talent d'Ivo Andritch qui sait nous rendre ses personnages attachants.

Jean-Pierre CALVI

La Cour maudite d'Ivo Andritch. 111 p. Ed. L'Age d'homme.

#### LUTTE OUVRIERE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes. Adresser toute correspondance à

LUTTE OUVRIÈRE -BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 -FRANCE.

La société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 est une SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmule-wicz, José Chatroussat -Directeur de publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson -Tirage 17000 exemplaires -Composition: Point Virgule Photocomposition, Paris -Impression : Roto de Paris. La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

#### **ABONNEMENTS**

- à Lutte Ouvrière - hebdomadaire :

France: 6 mois: 130 F - 1 an: 250 F - Autres pays, voie ordinaire: 6 mois: 170 F - 1 an: 320 F.

- à Lutte de Classe - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.

France, 1 an: 80 F.

Autres pays, voie ordinaire, 1 an: 95 F.

Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

#### **BULLETIN D'ABONNEMENT**

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL ET VILLE:

COMPLEMENT D'ADRESSE :

Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : ... (rayer la mention inutilé).

Ci-joint la somme de : ...

Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

#### Affaires et dictatures

SI LES AFFAIRES BLOQUENT Le CNPF en Chine AU MOYEN-ORIENT IL RESTE L'EXTRÊME-ORIENT

Une délégation du CNPF d'une trentaine de membres, conduite par François Périgot lui-même, vient de passer une semaine en Chine. Tout le monde, paraît-il, a été aux petits soins pour elle et elle a été reçue par un certain nombre parait-ii, à ete aux petits soins pour elle et elle à ete reçue par un certain nombre de dignitaires du régime, dont Li Peng, le Premier ministre qui s'est illustré il y de dignitaires du le férence répression contre les manifestants de la férence répression de la férence repression de la fér a un an et demi lors de la féroce répression contre les manifestants de la place

Tien An Men.

Mais, bien sûr, les questions "politiques" ont été écartées des conversations et on s'est contenté de parler "économie", c'est-à-dire gros sous!

C'est que, depuis que la Chine a montré patte blanche en soutenant, y compris lors de ses votes au Conseil de sécurité, l'expédition des puissances impérialistes contre l'Irak, les grandes puissances, la CEE en tête,

se sont empressées de lever les sanctions économiques qu'elles avaient prises contre la Chine au lendemain du massacre de la place Tien An Men et qui n'étaient d'ailleurs que très partiellement appliquées.

Depuis quelques semaines, la Chine a donc de nouveau accès officiellement à tous les crédits préférentiels des Etats, à ceux de la Banque Asiatique de Développement et de la Ban-

nes de millions de dollars ont déjà été débloqués. C'est qu'un certain nombre d'Etats se sont précipités pour rouvrir les prêts à la Chine, tout simplement parce ce que c'est une façon de permettre à quelques-uns de leurs grands trusts nationaux de signer des contrats lucratifs. Dans cette période de morosité économique générale, des contrats avec l'Etat chinois seraient évidemment appréciables pour les trusts en question.

Et c'est ainsi que les banques allemandes vont prêter de l'argent pour permettre à Volkswagen de signer un contrat, que le Japon a repris sa place de partenaire n° 1 de la Chine et que la France galope loin derrière, mais galope tout de même ; Citroën espère lui aussi signer à la mi-novembre, au moment justement où les négociations vont reprendre entre l'Etat Chinois et les banques françaises sur l'octroi sur place d'un nouveau mo-

dèle destiné essentiellement au marché chinois.

Le CNPF a donc tenu à explorer les possibilités de faire quelques bonnes affaires en se disant que, si la Chine est prête à dépenser quelques sous, ou du moins à s'endetter pour pouvoir les dépenser, autant que ça profite à Citroën, Alcatel, Thomson ou Péchiney! Périgot s'est félicité que les besoins de la Chine correspondent aux créneaux où les trusts français feraient, paraît-il, bonne figure (énergie, télécommunications, port). Mais il n'empêche que les entreprises allemande nouveaux crédits, un des ou italiennes ont plucontrat pour la construction sieurs longueurs d'avance sur le marché chinois ; sans

parler des entreprises japonaises. Alors il fallait bien y aller voir de plus près.

Profits de Chine

Comme le dit avec un certain sens de l'humour noir cette sorte de "Journal Officiel" qu'est le journal Le Monde, "si en matière de droits de l'homme les choses ne bougent guère, dans le domaine économique, en revanche, plusieurs éléments amènent Monsieur Périgot à penser que les échanges et la coopération pourraient repartir".

En tout cas, nos patrons font tout ce qu'il faut pour que ce soit à leur profit, vivement soulagés que l'éponge ait été officiellement passée sur Tien An Men.

**Dominique CHABLIS** 



Les relations officielles entre la France et le Maroc sont en ce moment plutôt fraîches. C'est la parution de l'intéressant livre de Gilles Perrault, Notre ami le roi, rappelant toutes les exactions du régime marocain et mettant en cause le rôle personnel du dictateur sanglant qu'est Hassan II qui a mis les autorités marocaines en fureur. Les dirigeants marocains auraient paraît-il tenté d'acheter l'ensemble du stock de livres chez l'éditeur, et de payer grassement l'auteur, mais sans succès.

La campagne contre ce livre a en tout cas contribué à le rendre célèbre, et il est pour le moment difficile d'en trouver en librairie, car il est épuisé...

ajouter la nomination récente comme sousministre de la Justice de George Kiejman, qui fut l'avocat de la famille Oufkir, famille toujours persé-A cette raison majeure cutée par le régime marode mécontentement, il faut cain, sous prétexte que le

général Oufkir - tortionnaire célèbre en son temps - avait essayé de renverser

Pourtant les autorités françaises avaient tenté de se gagner les bonnes grâces de «Sa Majesté», en organisant en France, une «année du Maroc» avec une multitude d'expositions et de manifestations pour lesquelles Jack Lang avait déjà engagé quelques millions de francs. Mais Hassan II, pas content, avait dit non, et Jack Lang était resté avec ses millions (ceux des contribuables en fait) sur les bras.

Et puis voilà que la femme du président de la République, Danielle Mitterrand, qui sacrifie aux

bonnes œuvres (c'est déjà elle qui avait manifesté son soutien aux Kurdes massacrés par les Irakiens, alors même que la France soutenait l'Irak, il y a quelques mois), avait prévu de se rendre en Algérie, à Tindouf, pour visiter un camp de réfugiés sahraouis. Les Sahraouis sont, on le sait, en guerre contre le Maroc.

C'en était trop! Le Premier ministre marocain a protesté contre ce qu'il qualifiait de "campagne de dénigrement du Maroc".

Cela a convaincu, selon toute apparence, les autorités françaises de «s'écraser». Mme Mitterrand a renoncé à se rendre chez les

comme on dit un «profil bas», ce n'est même pas elle qui l'a annoncé mais, à l'occasion d'une émission à la télévision, l'acteur Roger Hanin, qui est de la famille.

En outre le ministre français des Affaires étrangères, Roland Dumas, payé pour faire ce genre de corvée, doit se rendre au Maroc pour essayer de recoller les morceaux.

Il n'empêche que la question de la dictature au Maroc est plus que jamais publiquement posée, et que l'amitié du gouvernement français et de la monarchie est de plus en plus compromettante.

Le Parti Socialiste, par la Sahraouis. Et, adoptant voix de son porte-parole, a

un «pays ami» (comme aurait dit Perrault) mais que sans doute, du point de vue des droits de l'homme, il y avait des problèmes...

Les autorités françaises, qui il y a moins d'un an n'avaient pas eu de mots assez durs pour stigmatiser (bien que tardivement) le régime de Ceausescu, n'ont jamais répugné à soutenir les pires dictatures, que ce soit le Chah d'Iran, Mobutu, Saddam Hussein ou Hassan II. Tant qu'il ne prendra pas à Hassan II l'idée d'aller toucher, comme Saddam Hussein, à quelque compagnie occidentale, il pourra continuer à torturer tranquillement.

André VICTOR

